

La Presse

1. La Presse. 1837-05-18.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

JEUDI 18 MAI.

ANNONCES :
1 fr. 50 centimes la ligne
On les reçoit à Paris
RUE SAINT-GEORGES, 16.



LA PRESSE

ANNÉE 1837. — N° 298.

ABONNEMENTS :
Les 1^{er} et 15 du mois.
On s'abonne à Paris,
RUE SAINT-GEORGES, 16.

PRESSE ÉTRANGÈRE.

PRESSE ANGLAISE.

ANGLETERRE. — Londres, 15 mai. — Les nouvelles reçues des districts manufacturiers sont de plus en plus alarmantes. Celles de Glasgow particulièrement, sont plus désastreuses. Plusieurs faillites très considérables y avaient eu lieu à la fin de la semaine dernière. (True Sun.)

— La maison qui a failli à Glasgow est celle de M. Oswald et compagnie. Il a suspendu ses paiements par suite de fortes pertes éprouvées dans le commerce des Indes Orientales. Un membre du parlement était, dit-on, intéressé dans cette maison. Il y a aussi une faillite considérable à Nottingham. Il est dû par la maison faillie 30,000 livres sterling à la banque du Nord et centrale. (Id.)

— La carrière politique de sir F. Burdett peut se résumer par de simples dates : En 1796 il est nommé représentant de Boroughbridge et il parle en faveur d'une réforme dans le parlement ; en 1802 il est nommé pour Middlesex ; en 1807 il se bat en duel avec M. Pail et est blessé au genou ; en 1809 il fait une motion en faveur de la réforme ; en 1810 il s'oppose au jugement de Gales Jones, il demande une enquête sur la conduite du capitaine Lake, de la marine royale, pour avoir abandonné un de ses matelots nommé Jeffereys, dans une île déserte ; il est mis en prison à la tour ; en 1819 il écrit une lettre sur le massacre de Manchester ; en 1820 il est emprisonné pour cette lettre ; depuis cette époque jusqu'à aujourd'hui, il n'a rien fait : et en 1837 le voilà tory !!!!! (Globe.)

— On assure que les dépenses faites pour l'élection de Westminster sont considérables : elles ont coûté à sir F. Burdett seulement, 6,000 livres sterling (150,000 fr. environ) ; et celle de son concurrent se sont élevées, dit-on, à une somme encore plus forte. (Id.)

— On dit, dans les cercles élégants, qu'une nièce du duc de Wellington doit épouser prochainement un membre de la chambre des communes appartenant à l'opposition. (Morning Herald.)

— Nous sommes autorisés à démentir que le général Evans aurait donné sa démission du siège de Westminster. Il n'y a pas le plus léger fondement dans un bruit semblable. (True Sun.)

— Nous avons déjà annoncé et nous répétons aujourd'hui que le gouvernement portugais n'a pas fait de remises de fonds pour payer le dividende échu le premier, et, pour qu'il soit payé, il faudra que le Portugal envoie à ses agents, en ce pays, des obligations sur lesquelles des anticipations pourront être obtenues. (Id.)

— Les nouvelles de Barcelone annoncent que l'insurrection des républicains a été réprimée grâce surtout à l'assistance donnée par les soldats de la marine anglaise que le braham avait mis à terre. Le peuple anglais sera sans doute charmé d'apprendre que la police espagnole est entretenue à ses frais et que l'administration de Madrid composée de coulisiers, peut à son gré disposer du service des marins et des soldats anglais. Peu importe contre qui sont tournées les baïonnettes de nos soldats, républicains ou carlistes. Nous invitons MM. Hurie, Wakley, Duncombe, Murphy et sir Samuel Waller, à convoquer une réunion à White Conduit House, afin de décider s'il est juste que les soldats et matelots anglais soient employés à massacrer les honnêtes républicains de Barcelone. Voilà au moins un cas qui n'avait pas été prévu par le quadruple traité. (Standard.)

PRESSE ALLEMANDE.

TURQUIE. — Constantinople, 20 avril. — Des bulletins arrivés de l'armée d'Haliz-Pacha, successeur de Reschid, annoncent une nouvelle victoire remportée sur les Kurdes. On répand fréquemment des nouvelles de ce genre. Cependant les Kurdes ne sont nullement abattus par ces victoires, et la guerre continue. C'est à peu près comme dans la guerre des Russes avec les Circassiens. Cette fois, la bataille a été livrée dans les environs de Diarbekir. On attend ici avec impatience la fin de la guerre avec les Kurdes, car le pacha de Bagdad ne peut maintenir son autorité qu'avec infiniment de peine, et par un envoi continuel de troupes et d'argent.

— Les grands préparatifs occasionnés par le prochain voyage du sultan, ont accablé le bruit d'une entrevue que ce prince aurait à Silistrie avec l'empereur de Russie. Nous doutons que cette nouvelle soit exacte, car les deux souverains sont, dès à présent, parfaitement d'accord. (Courrier allemand.)

Les journaux spéciaux en matière judiciaire ont discuté avec un grand soin la question que nous avons soulevée, celle de savoir si l'amnistie pouvait s'appliquer aux contumaces par simple ordonnance royale ; tous se sont prononcés pour l'affirmative. Ce matin, le *Journal du Commerce* prend la thèse contraire ; il établit que le droit de grâce n'appartient au roi : que pour les peines prononcées, et qu'amnistier un contumace, ce serait s'attribuer la faculté de prononcer de son plein gré qu'il n'y a pas culpabilité là où la justice n'a pas encore exercé l'investigation qui n'appartient qu'à elle seule. Les motifs que développe le *Journal du Commerce* dans une question aussi grave, sont de nature à faire réfléchir lorsqu'on place la question sur le terrain purement judiciaire ; mais en élevant l'amnistie jusqu'à la hauteur d'un fait politique, on ne s'explique pas très bien comment, lorsqu'il y a doute sur une question de droit criminel, la solution qui libère le contumace, ne serait pas préférée à celle qui le soumettrait à la nécessité d'un jugement. D'ailleurs, à l'égard du contumace, il y a un jugement réel ; la cour a prononcé en son absence, après examen des pièces ; le sequestre est mis sur les biens du condamné ; il est réputé tel tant qu'il ne se présente pas. Pourquoi l'amnistie ne pourrait-elle pas s'étendre jusqu'à lui ?

Toutefois, la question soulevée par la presse, nous paraît assez sérieuse pour qu'elle soit décidée par l'intervention simultanée de toutes

les branches de la législature. Tant qu'il ne s'est agi que de la grâce envers les condamnés contradictoirement, la prérogative royale a pu librement s'exercer par simple ordonnance ; mais ici quand il y a doute, quand il y a possibilité et nécessité d'une interprétation, les chambres pourraient sans inconvénient être saisies de la question ; l'avantage de ce mode de procéder serait surtout de donner à chaque homme politique le moyen de s'expliquer sur l'amnistie ; chaque nuance de la chambre pourrait librement se prononcer, et il résulterait de cet ensemble de discussion, l'immense avantage de nettoyer la position d'une foule de difficultés sourdes et irritantes.

La chambre des députés a commencé aujourd'hui la discussion du budget. Ce débat, si important, n'a éveillé que faiblement l'attention de la chambre, laquelle était à peine en nombre. Les quelques orateurs qui sont montés à la tribune, n'ont pas réussi, même par des considérations prises en dehors des débats, à exciter l'intérêt qui devrait s'attacher à cette grave discussion.

La chambre des pairs a repris aujourd'hui la discussion sur l'article de la commission qui confère à la cour des pairs le droit de se réunir spontanément. Un assez long débat n'ayant amené aucun résultat, M. le rapporteur, après avoir résumé la discussion, a exprimé le désir que la question fut examinée de nouveau. Le renvoi à la commission a été ordonné.

Le nombre des membres de la réunion Hartman s'élève aujourd'hui à 164. Nous applaudissons hier à cette tendance de la chambre, qui paraît vouloir préciser dans des réunions préparatoires les questions politiques qui se présentent un peu vagues dans son sein, et donner aux membres de ses diverses fractions une cohésion qui en fasse un ou deux corps compacts, de nature à pouvoir imprimer aux affaires une direction claire, nette et suivie. Néanmoins, les membres de la réunion Hartman, pas plus que les membres de la réunion Thiers, n'ont entendu accepter complètement, et de prime abord, la solidarité des idées des deux anciens ministres qui en sont le centre. La plupart d'entre eux veulent voir comment les questions se posent et s'engagent dans l'une et dans l'autre de ces deux réunions, avant de se classer avec précision dans l'un des deux partis politiques.

La seule pensée qui soit commune en ce moment aux membres des deux réunions, c'est celle de rechercher la mesure exacte des sympathies que M. Thiers et M. Guizot trouvent dans la chambre. Tout le monde sent aujourd'hui que le ministère actuel peut d'un moment à l'autre quitter les affaires, et la chambre, dans la prévision naturelle d'une nouvelle crise, en prépare autant qu'il est en elle la solution. Les deux seuls héritiers possibles du cabinet actuel sont évidemment en ce moment M. Thiers et M. Guizot. Or, le chiffre de la réunion Hartman montre assez dans le sens de quelles idées, en admettant une crise ministérielle, la majorité entend que soit constitué le futur cabinet.

Le ministère actuel, s'il ne doit pas gagner grand chose, en définitive au classement des fractions de la chambre, profite au moins de la trêve que la stratégie des amis politiques de M. Thiers et de M. Guizot lui donne. Ce cabinet sera probablement, à l'exception du cabinet des trois jours, celui qui aura eu l'existence la moins longue, et néanmoins il aura présenté ce phénomène étrange, d'avoir été défendu par ceux-là mêmes qui ne peuvent pas ne pas prendre prochainement sa place aux affaires ; car si M. Thiers s'est porté comme son protecteur, M. Guizot ne l'a pas été moins ; de telle sorte que son innocuité lui a fait deux patrons, là où la logique aurait dû lui faire deux ennemis.

Voici un toast porté à un banquet patriotique donné par les fondateurs du *Siècle*, par M. Hercule Guillemot, rédacteur en chef du journal : « A l'opposition nationale ! puisse-t-elle en émancipant le travail des chaînes du monopole, assurer l'avenir des masses. »

Le journal auquel nous empruntons ce toast, modèle du genre, assure que M. Hercule Guillemot, en le portant, a tracé nettement les principes et le style de la rédaction du *Siècle*. Nous le croyons assez volontiers.

Ce toast, au reste, a été accueilli avec le plus vif enthousiasme.

Le Directeur de l'Administration des postes, son compte avec le Trésor.

Report des journées des 11, 12, 13, 14, 15 et 16 mai . . . 2,700 fr.
17 mai, pour droits non perçus sur le Temps, la Paix, etc. . . 520 »

A porter au crédit du Trésor et au débit de M. Conte. . . 3,220 fr.

Chronique.

Hier au soir, le roi est arrivé de Versailles à huit heures et demie. Aujourd'hui, le roi a présidé le conseil des ministres. Après le conseil, M. le ministre du commerce a travaillé avec S. M. M. le maréchal Gérard a eu l'honneur d'être reçu par le roi.

— Hier, lorsque le roi est parti pour Versailles, il était sans escorte. Au Pont-Royal et au pont de la Concorde, il a été accueilli par des vivats, et se mettant tout entier hors de la voiture, il a répondu par des saluts répétés à ces témoignages dont il paraissait fort ému.

Le roi, accompagné de S. A. R. Mgr. le duc d'Orléans, de M. le lieutenant-général Pajol et de M. le général Heymès, est parti aujourd'hui à onze heures trois-quarts pour Versailles. Arrivée au palais, S. M. a trouvé rangés en bataille dans la grande cour des Statues, les élèves de l'école de Saint-Cyr, au nombre de 280 environ. Ils ont accueilli S. M. avec les plus vives acclamations. Le roi a distribué lui-même des épaulettes de grenadiers et de voltigeurs aux élèves qui avaient mérité ces récompenses, et leur a adressé une allocution. S. M. a promis à l'école de Saint-Cyr un drapeau que les élèves désiraient depuis longtemps.

Après la revue, le roi a fait ouvrir le palais de Versailles, et l'accompagnement de toute cette jeunesse si vive et si pleine d'enthousiasme, a parcouru les galeries où abondent les glorieux souvenirs militaires, s'arrêtant de temps à autre, et lui expliquant les plus beaux faits de notre histoire.

Sur toute sa route, Sa Majesté a été saluée par les cris unanimes de vive le roi !

S. A. R. Mgr. le duc d'Orléans accompagnait S. M., et a pris part à cette fête militaire.

— Le conseil municipal de Metz a été convoqué extraordinairement samedi, à l'effet de délibérer sur les dispositions à prendre à l'occasion du prochain passage de la princesse Hélène.

Sur la proposition de M. le maire, un crédit de six mille francs a été voté pour subvenir aux dépenses qui pourront être nécessaires dans cette circonstance. La proposition n'a pour ainsi dire pas été discutée. Le conseil municipal a compris qu'il était de la dignité des représentants d'une des premières cités du royaume de recevoir convenablement la fiancée de l'héritier du trône.

— La grande revue de cavalerie que l'empereur de Russie a le projet de passer dans les provinces méridionales de son empire, aura lieu dans les environs de Nikolaïa, où 200 escadrons se réuniront. L'empereur se rendra ensuite à Sebastopol pour inspecter la flotte de la mer Noire.

Le grand-duc, héritier de la couronne, est attendu à Tobolisk dans le courant de l'été.

— On assure qu'un courrier d'Abd-el-Kader est arrivé à Alger le 3, apportant une lettre de l'émir, adressée à M. le gouverneur-général.

— La commission chargée de l'examen du projet de loi sur les pensions de retraite poursuit son travail avec activité, et cependant il est certain que cette loi ne sera pas discutée cette année. Mais la commission paraît vouloir présenter son rapport à la chambre pour la mettre en demeure de se prononcer sur cette importante matière au commencement de la session prochaine. On assure que les propositions de la commission seront loin d'être favorables aux employés, dont on prétend rémunérer les services.

— L'avis officiel des divers changements opérés par le ministère, dans le personnel des administrations centrales, est ajourné jusqu'au vote de la chambre des pairs sur les fonds secrets.

— Plusieurs préfets ont reçu l'ordre de retourner immédiatement à leur poste. Ils ont été invités, en outre, à s'abstenir désormais, de prendre des congés sans autorisation préalable.

— M. le baron Méchin, préfet du Nord, vient d'arriver inopinément à Paris.

— On a remarqué que le nouveau préfet de l'Eure prend, dans sa proclamation, le titre de conseiller-d'état. On ne sait à quelle époque ce titre a pu lui être conféré, car, dans l'*Almanach royal*, M. Achille Bégé n'est point rangé au nombre des conseillers-d'état en service extraordinaire.

— M. de Kersausie, qui était détenu dans la tour de César, à Brest, et qui se trouve au nombre des amnisties, a été mis en liberté dès le 11 au soir, en vertu d'une dépêche ministérielle apportée par estafette. Il a été accordé le 12, à M. de Kersausie, un passeport pour Paris.

— Mercredi dernier, le gérant responsable de l'*Écho du Peuple*, a été arrêté et conduit à Niort en vertu d'un mandat d'amener lancé par M. Duverger, juge d'instruction près le tribunal de première instance de cette ville.

— Tous les propriétaires des journaux belges ont adressé une pétition à la chambre des représentants pour obtenir une diminution sur le timbre des journaux.

— Les ouvriers charpentiers des faubourgs Saint-Denis et Saint-Martin ont ouvert, au profit des ouvriers lyonnais, une souscription qui a produit 800 fr.

— Le prince Louis Napoléon est arrivé à New-York le 5 avril.

— Les nouvelles du Mexique, du 30 mars, reçues par voie de New-York, sont très inquiétantes. Cette république se trouve dans la plus déplorable situation. La réduction qui vient d'être opérée récemment sur la monnaie de cuivre, fait craindre généralement une agression à main armée de la part des basses classes du peuple. Les négociants étrangers se voient forcés de solder les troupes mexicaines, mal payées par le gouvernement, de peur qu'elles ne se joignent à la populace pour faire cause

FEUILLETON.

COURRIER DE PARIS.

Pour être sérieux cette semaine, il fallait n'avoir pas plus de douze à treize ans. Aux esprits de cet âge, la raison, le recueillement, le silence ou la prière, les solennités de la religion, les joies saintes du ciel, les fêtes de l'église ; aux autres, le bruit, les plaisirs du monde, et les felles joies de la terre ; aux enfants, la première communion, le premier serment dont l'âme soit responsable ; la première émotion profonde de la vie ; aux hommes raisonnables, les courses, les chasses, et les débuts à l'Opéra ; voilà comment la semaine s'est passée. Les parents, malgré eux en rentrant au logis, éprouvaient une sorte de gêne, et le visage sévère de leurs enfants les arrêtaient soudain dans le récit de leurs plaisirs ; car ce n'est pas l'âge qui fait la dignité, qui donne la puissance, c'est la pensée ; un enfant qui pense à Dieu est plus imposant qu'un grand-oncle qui pense à miss Annette ou à Duprez. Mais rassurons-nous, bientôt les fils auront rejoint leurs pères dans leurs plaisirs ; il n'est même pas impossible qu'ils ne parviennent à les dépasser.

Le premier jour des courses de Chantilly a été triste ; peu de monde et beaucoup d'eau. La pluie n'a cessé qu'avec les courses. Le dernier jour a été plus brillant ; les élégances accoutumées y sont venues. Chez nous, chaque plaisir a son public, public fidèle et routinier, toujours le même ; chaque fête a ses habitués ; en France, on change facilement d'opinion, de sentiment, de caractère, mais on ne change point de préférences, et la plupart de nos plaisirs naissent de nos préférences. Il y a une vingtaine de femmes que l'on voit à toutes les courses ; cela veut dire : « Je monte bien à cheval, ou j'ai de beaux che-

vaux. » Il y a une vingtaine de femmes que l'on rencontre à tous les concerts ; cela veut dire : « J'ai une belle voix, et je trouve que je chante bien. » Il y a enfin une autre vingtaine de femmes plus courageuses, que l'on aperçoit à toutes les séances de l'Académie ; cela veut dire : « J'écris, je fais des romans ou de petites fables ; je suis fabuliste. » Et ces femmes, dans tout le cours de leur vie, fidèles au même plaisir, auront vu courir deux mille chevaux, auront entendu deux mille dièses, auront écouté deux mille académiciens. Quant à nous, un tel effort de constance nous serait impossible ; nous voudrions de la variété à tout prix ; nul obstacle ne nous arrêterait pour arriver à un changement quelconque. Oui, nous ferions chanter les chevaux, nous ferions courir les académiciens, plutôt que de subir la monotonie et la monomanie de ces persévérants plaisirs.

Lord Seymour, le même lord Seymour, a encore cette fois gagné tous les prix : cette constance-là nous semblerait plus facile à comprendre. La course des haies a été fort intéressante : quatre beaux chevaux, montés par quatre gentlemen audacieux et franchissant les haies avec une légèreté fantastique, ont excité les plus vifs applaudissements ; plusieurs fois les chevaux ont franchi les haies tous les quatre de front, ils paraissaient suspendus en l'air, c'était merveilleux. Le vainqueur qu'on appelle *Rufus*, appartenant à lord Seymour ; le vainqueur gentleman désire garder l'anonyme.

La chasse de samedi a fini en opéra-comique, ou plutôt comme finissait un premier acte de mélodrame au Cirque-Olympique ; avant que l'empereur Napoléon n'eût détrôné le cerf *Coco* ; alors que la princesse, fière et mélancolique, vêtue d'une amazone beurre frais et montée sur un blanc palefroi, suivait la chasse avec le tyran monté sur un coursier noir comme son âme, et vêtu d'un pourpoint de velours noir aussi, à chevres de satin rouge, assorti à son caractère. Le cerf de Chantilly, après quatre heures de course dans la forêt, a pris la route

de Senlis ; poursuivi par les princes, il est allé tomber aux pieds de la princesse, qui n'était pas sur un blanc palefroi, mais qui revenait de Bruxelles dans sa calèche, avec les deux petits princes. Mme Adélaïde a demandé la vie du cerf ; les chasseurs se sont empressés d'obéir à sa prière ; mais les chiens, moins généreux, ont eu beaucoup de peine à comprendre cette subite amnistie ; le soir, pour les consoler, on leur a donné deux agneaux à dévorer. O moralité lumineuse ! ô terrible enseignement ! telle est donc la générosité des princes, des femmes et des chasseurs ? un changement de victime et voilà tout ! Le cerf a été ramené en tilbury au château, et malgré les plus tendres soins, il est mort dans la nuit, épuisé par les émotions de la journée.

Duprez a paru lundi pour la première fois dans les *Huguenots*. Pour cette représentation, une stalle a été, dit-on, payée cent francs. Toutes les loges étaient louées, elles sont louées d'avance jusqu'à la sixième représentation. Duprez a été très applaudi et redemandé ; cependant ses admirateurs ne trouvent pas que le rôle de Raoul lui soit aussi avantageux que celui d'Arnold. Duprez a voulu faire un tour de force, il a eu tort ; il a appris le rôle en douze jours, il ne l'a répété que cinq fois ; ce n'est pas assez pour un rôle si fatigant, pour une musique si puissante ; il est impossible de jouer avec chaleur quand on n'a pas confiance dans sa mémoire. Duprez a chanté admirablement, mais nous croyons qu'après lui avoir vu jouer la grande scène du quatrième acte, Nourrit ne se serait pas évanoui, si, toutefois, il s'est évanoui, comme on nous l'avait affirmé, car voilà maintenant que l'on nous affirme aussi « de même, avec la même bonne foi, que Nourrit n'est pas allé à l'Opéra à son passage à Paris, qu'il n'a pas entendu Duprez, et que, s'il s'est évanoui, c'est sur la route de Marseille. »

Oh ! le beau pays des mensonges, que le foyer de l'Opéra ! terre de commérages, source des fausses nouvelles, patrie des écouleurs, de

commune avec les perturbateurs, et livrer la ville à un pillage général. Dans de semblables conjonctures, les affaires se trouvent totalement arrêtées. La plupart des Américains établis à Mexico semblaient disposés à quitter le pays.

A Orizaba, une émeute populaire a éclaté dans la journée du 14 mars. La populace s'est portée au cri de *mort aux étrangers* ! sur une maison habitée par plusieurs Français, et se disposait à enfoncer les portes, lorsque les moines d'un couvent voisin sont accourus pour défendre cette habitation, et sont parvenus, par leurs exhortations, à disperser la foule. « *Rendons-nous à Cocolapo*, » crièrent quelques voix ; et l'émeute se porta immédiatement sur cette place où les frères Legrand ont établi une manufacture. Ces deux Français furent blessés ; plus ou moins grièvement dans la lutte qui suivit l'attaque de leur établissement, mais ils parvinrent cependant, et non sans peine, à sauver leur vie.

Quatre navires de guerre français croisaient devant Vera-Cruz ; on y attendait également une frégate de la Martinique, qui devait rallier et venir renforcer cette petite division.

Un journal de Bordeaux affirme que des ordres ont été transmis de Paris à Bordeaux, afin que l'ordonnance qui amnistie M. de Peyronet, lui fût expédiée immédiatement. Suivant le même journal, les mêmes ordres ont été donnés en faveur de MM. de Chantelauze et Guernon-Ranville.

Actes du gouvernement.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Le gouvernement a reçu la dépêche télégraphique suivante, de Bayonne, le 16 mai à 4 heures :

L'infant était le 14 au matin avec 4 escadrons devant Huarte-Araquil : 11 bataillons et 9 pièces d'artillerie occupaient Echarry et Arbizu. Le vice-roi était le même jour à Puente-la-Reyna, informé du mouvement de l'infant et en communication avec le général Suerens à Logrono.

Le 15, Espartaco était maître d'Asigarra, d'Hernani, d'Urieta et d'Andouin. Il a été prévenu que le corps christino de Vittoria avait forcé le passage d'Arlaban.

Aujourd'hui, le général Evans marche sur Irun, où la garnison d'Oyarzun s'est repliée. Les christinos paraissent sur les hauteurs entre Oyarzun et Irun. Les redoutes carlistes font feu. Nos troupes sont sur toute la ligne pour protéger notre territoire et recevoir les réfugiés.

DÉPARTEMENT DE L'INTÉRIEUR. — Le roi vient d'accorder, sur la demande de M. le ministre de l'intérieur :

- 1° Au comice agricole de Seine-et-Oise, présidé par M. Deffitte, membre de la chambre des députés, une somme de 500 francs ;
- 2° A la Société des Amis des Arts de Strasbourg, une somme de 300 francs.

Correspondance particulière de la Presse.

ESPAGNE. — Madrid, 9 mai. — Il a été décidé hier en conseil, à ce qu'on assure, que le 10 juin, la légion anglaise sera dissoute. Les officiers et soldats qui voudraient reprendre du service, seront libres de le faire, mais ils ne recevront plus que la somme allouée aux officiers et soldats espagnols. Le bruit s'était répandu que les carlistes avaient fait un mouvement dans la Manche, et que la capitale était menacée : on parlait du départ immédiat de plusieurs bataillons. Ce n'était qu'une panique.

Il paraît certain que, malgré les instances du général Oraa, le général Narvaz ne sera pas appelé à reprendre un service actif.

Saint-Sébastien, 12 mai. — Il vient d'arriver aux Passages un navire anglais chargé de projectiles de toute espèce et d'une grande quantité de poudre. — Une grande inspection des postes doit avoir lieu encore aujourd'hui. Le général Espartaco se dirige vers la ligne droite-avec les généraux Evans, Escalera, Seoane, Gurra, Mirasol et Carrondelot.

L'effectif de l'armée se compose de 45 bataillons et demi, 300 chevaux et 120 lancers, et en outre l'artillerie anglaise et espagnole. Tous les blessés et les malades sont enlevés ; on les transporte à Bilbao.

Le général Evans a donné, le 10, un grand banquet aux officiers : divers toasts très significatifs ont été successivement portés. Le premier a été celui porté par le général Espartaco : au roi des Français et à la quadruple alliance. Hier le général Espartaco, à son tour, a offert un banquet non moins brillant que celui du général anglais, et le toast porté au roi des Français a été le premier encore sur la liste. La revue passée par le général Espartaco a montré l'effectif de la légion anglaise ainsi composée : les 6^e, 8^e et 9^e régiments, le bataillon de chasseurs fort de 700 hommes, et un bel escadron de lancers. L'attaque est, dit-on, fixée pour le 14.

Un brick anglais vient d'apporter des tentes de campagne. Le bâtiment français capturé à Lequeitio a été relâché sur les instances du consul.

DE LA FRONTIÈRE. — Bayonne, 15 mai. — L'incertitude la plus complète règne sur la véritable destination pour laquelle est parti l'infant don Sébastien, qui a quitté Hernani avec 46 bataillons dans la nuit du 11 au 12. On ignore s'il se dirige sur la Navarre du sur Vittoria ; et avant deux jours, nous ne pouvons rien savoir sur les nouvelles dispositions que prendra le général Espartaco. Les positions d'Ormaiztegui et d'Hernani ne sont plus occupées que par dix bataillons carlistes. Est-ce la crainte de ne pouvoir soutenir le choc des christinos qui a fait prendre cette décision aux carlistes, ou bien, vont-ils prendre position plus loin pour revenir sur leurs pas, si comme tout semble l'annoncer, l'attaque simultanée sur Irun, Fontarabie, a lieu prochainement ?

Le premier on dit qui ait circulé ce matin, est que les carlistes ont appris qu'une conspiration christine était au moment d'éclater à Mondragon, et que c'est sur les avis des conspirateurs que des troupes christines de Vittoria se sont avancées sur le château fort de Guevara, situé à l'entrée de la vallée de Salvatierra, dans l'Alava. Ce qui est certain, c'est que la retraite des carlistes sera considérée comme un échec dans le premier moment, et produira un effet moral fâcheux pour leur cause, quand même elle ne serait qu'un stratagème, et si Hernani tombe au pouvoir des christinos, la prise de cette bicoque aura un grand retentissement.

Les forces laissées à Hernani sont commandées par Guibelaide.

ces êtres dangereux qui entendent tout de travers ce qu'on dit, et qui ne comprennent pas ce qu'ils entendent ; il y a long-temps que nous l'avons observé, toutes les fausses nouvelles viennent des *écouteurs*. Les conteurs sont plus rares qu'on ne croit ; mais les écouteurs, les gens à qui l'on n'adresse jamais la parole, et qui entendent mal ou à demi ce que l'on dit d'autres ; voilà les traîtres, les parasites malheureux dont il faut se défier ; les perfides, ils connaissent tout le monde, et personne ne les connaît ; ils sont assez bien mis ; assez bien élevés pour être admis dans un salon, et pas assez distingués, pas assez importants pour être jamais admis dans une conversation, et pourtant ils y assistent ; si l'on cause et qu'ils arrivent, on ne s'interrompt pas pour eux, si l'on a commencé une histoire, on l'achèvera ; ils en attraperont la fin, qu'ils expliqueront à leur manière, et Dieu sait ce qu'ils en feront ! Ainsi, par exemple, au foyer de l'Opéra, si un homme de finances dit en se promenant avec un de ses amis : « Il pleuvra demain, le baromètre a beaucoup baissé, » les écouteurs, aux aguets, qui ne saisissent que ces deux derniers mots, et qui ne soupçonnent pas qu'un financier puisse parler d'autre chose que de la rente, s'en vont répétant partout que les fonds ont beaucoup baissé, qu'ils en sont certains, que c'est à M. un tel lui-même qu'ils viennent de l'entendre dire, et voilà M. un tel compromis. Si un ministre quelconque répond en riant : Ah ! bah ! je n'en crois rien ; c'est comme si vous me disiez que le sultan Mahmoud épouse la fille de l'empereur de Russie, » l'écouteur, à l'affût, saisit la grande nouvelle au passage, et soudain il s'en va répéter partout que le sultan Mahmoud épouse la fille de l'empereur de Russie. Il le sait pertinemment, c'est le ministre des affaires étrangères qui l'a dit devant lui, il n'y a pas moyen d'en douter. Les fausses nouvelles se font ainsi, et il faut bien cela pour les expliquer ; car il en est de trop absurdes pour qu'on ose les inventer. Il y a toujours, dit-on, quelque chose de vrai dans un mensonge. Eh

— Plusieurs carlistes, avec leurs armes, qui ont déserté de Maneru, sont arrivés avant-hier à midi à Bayonne, escortés par deux gendarmes.

— Un habitant de Morella, qui arrive à l'instant dans cette ville, rapporte que Cabrera s'est emparé de San Mateo, village fortifié du Bas-Aragon ; il s'est servi, pour en faire le siège, qui a duré huit jours, de deux pièces de canon prises à Cantaveja.

— Les milices nationales de Molins-de-Rey, Llobregat et d'autres pays environnants étaient prêtes à marcher sur Barcelone, pour aider les autorités de la reine contre les révoltés.

— Le 6, les esprits étaient très agités à Reuss, où l'on s'attendait d'un moment à l'autre à une réaction.

— Les journaux de Barcelone sont remplis de détails sur l'affaire de Solsona, où les christinos ont eu 15 morts et 89 blessés. On ne connaît pas encore la perte des carlistes, mais on assure qu'elle a été très grave, car l'artillerie a joué long-temps contre les factieux et a fait beaucoup de ravages.

— Une lettre de Cérét du 10 porte à une centaine le nombre des morts dans les événements du 4 à Barcelone.

— Une correspondance particulière de Tolosa, à la date du 12 mai, nous apporte aujourd'hui un manifeste qui a été signé par don Carlos le 10, à Estella. Voici le texte de ce curieux document :

« Espagnols !

« A la mort de mon frère, lorsque des hommes aussi adroits que perfides, égarant vos croyances politiques, firent éclater une guerre civile dont les conséquences vous ont été si funestes, je n'hésitai pas un instant à me rendre au milieu de vous. Je crus que ma présence seule pouvait arrêter l'effusion du sang, et que personne n'oserait me disputer mes droits au trône de mes pères.

« Trois ans de guerre et d'expérience m'ont fait voir qu'un trône ne peut être solidement établi, si le prince qui gouverne ne réunit à des vues larges et élevées un grand esprit de tolérance et de conciliation.

« C'est cette conviction qui m'a décidé à m'occuper sans relâche de la formation d'un code que je suis prêt à vous octroyer, et dans lequel seront consacrés tous vos droits politiques ; c'est-à-dire une entière liberté de croyances religieuses et d'opinions politiques, complétée par la liberté de la presse.

« C'est là, j'en suis persuadé, l'unique moyen de mettre un terme aux malheurs qui vous déchirent, et tourmentent depuis long-temps mon cœur paternel.

« Vous voyez déjà ce que sont devenues les fallacieuses promesses que vous a prodiguées l'usurpation pour vous attirer sous ses drapeaux : mensonges, misères, dilapidations scandaleuses, tout s'est réuni pour vous ruiner et vous écarter.

« Ralliez-vous donc à moi, et mes bienfaits vous sont assurés d'avance ; vous serez tous hommes libres, vous jouirez tous des mêmes prérogatives ; car je ne veux que votre bonheur et l'oubli éternel de tout ce qui s'est passé durant ces trois ans de désolation et de désastres.

« Fait à Estella, le 10 mai 1836.

Le correspondant qui nous transmet cette pièce ajoute, en post-scriptum, que le prétendant vient de promettre à la junte de Navarre, et aux députations de la Biscaye, que leurs *fueros* seraient toujours religieusement respectés.

Chambre des Pairs.

Séance du 17 mai. — PRÉSIDENCE DE M. LE BARON PASQUIER.

Rapport de pétitions. — Suite de la délibération sur les articles du projet de loi relatif à l'organisation et aux formes de procéder de la cour des pairs.

A deux heures la séance est ouverte. Le procès-verbal est lu et adopté. MM. Molé et de Montalivet sont au banc des ministres.

M. DE LAPLACE propose à la chambre de renvoyer 51 pétitions à la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux justices de paix.

La chambre en ordonne le renvoi.

M. DE FRÉVILLE propose le renvoi au président du conseil et au ministre des finances, de la pétition de trois pensionnaires de l'ancienne liste civile, demeurant à Dunkerque, qui sollicitent un supplément de secours.

La chambre prononce le renvoi.

M. LE PRÉSIDENT : L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur les articles des projets de loi relatifs à la compétence, à l'organisation et aux formes de procéder de la cour des pairs.

La parole est à M. Tripiér.

M. TRIPIÉR : Messieurs, depuis que j'ai l'honneur de siéger dans cette chambre, j'ai toujours pensé que la chambre ne pouvait se réunir en cour de justice que par suite d'une convocation royale, et la discussion d'hier n'a pas fait changer d'opinion.

L'orateur s'attache à démontrer, ainsi que M. de Salvandy l'a essayé dans la séance d'hier, que l'article de la commission est contraire à ce principe, aussi ancien que la monarchie, à ce principe soigneusement conservé dans nos institutions constitutionnelles, et qui prescrit que toute justice doit émaner du roi. Il pense que, d'après tous les principes constitutionnels, un tribunal ne peut être légalement constitué que lorsque la couronne intervient par un délégué dans les actes de justice d'un tribunal, et que cette intervention n'existe en aucune façon dans le système de la commission, puisque, suivant ce système, dans le cas où, avant la réunion de la cour, le ministre public n'aurait pas été institué par le gouvernement, le procureur-général près la cour royale du ressort où siégerait la cour des pairs, en remplissant d'office les fonctions.

L'honorable M. Tripiér ne croit pas que ce soit par omission que l'on n'a pas institué un procureur-général permanent près de la cour des pairs ; il croit au contraire que c'est à dessein, après y avoir mûrement réfléchi, et pour que la cour des pairs ne pût pas se croire en droit de poursuivre incessamment tous les attentats, sans intervention aucune du pouvoir royal.

L'orateur, après avoir fait remarquer que le pouvoir exorbitant que le système de la commission conférerait à la chambre des pairs enlèverait toute espèce de garantie et de sûreté aux personnages désignés dans l'art. 2 de la loi relative à la compétence, termine ainsi.

La cour des pairs s'honorerait toujours davantage en maintenant son pouvoir dans de justes limites qu'en l'étendant de manière à alarmer les amis de la paix et de l'union. C'est pour cela que je pense que les amendements de la commission doivent être rejetés et les articles du gouvernement adoptés.

M. LE DUC DE CAZENAVE appuie les amendements de la commission ; il pense

que la chambre, en rejetant ces amendements, abdiquerait son titre de cour de justice, pour n'être plus qu'une commission extraordinaire qu'un tribunal du bon plaisir.

M. DE MONTALIVET, ministre de l'intérieur, après avoir passé en revue les trois systèmes présentés par le gouvernement, la commission et l'amendement proposé hier par M. Girod (de l'Ain), demande que ces systèmes différents soient renvoyés à la commission qui, après les avoir examinés, en proposera un à l'adoption de la chambre.

M. COUSIN parle en faveur du système de la commission.

M. ROY fait observer qu'il ne peut y avoir lieu à renvoyer à la commission, que dans le cas où les amendements qu'elle a proposés ne seraient pas adoptés par la chambre qui doit être d'abord consultée.

L'honorable pair ajoute quelques paroles en faveur du système de la commission. Il soutient que, dans un grand nombre de circonstances, la nécessité de la convocation royale pourrait entraver la marche de la justice, et même être contraire aux intérêts du pays : l'orateur demande, par exemple, si l'on croit que le gouvernement voudrait remplir la formalité de la convocation, lorsque la chambre des pairs aurait pris la résolution de poursuivre un maréchal de France devenu suspect de trahison, si ce maréchal était par hasard complice, non pas d'un roi de France, mais d'un régent qui voudrait renverser les formes d'un gouvernement établi et reconnu par les chambres et le pays.

M. MOUNIER, rapporteur, en résumant la discussion, justifie le système de la commission. Toutefois il ne s'oppose pas au renvoi demandé par M. le ministre de l'intérieur ; il ajoute que la chambre ne s'étant prononcée par aucun vote sur les amendements de la commission, la commission ne peut promettre que d'examiner les différents systèmes proposés, sans s'engager en aucune manière à renoncer aux amendements qu'elle a déjà eu l'honneur de soumettre.

M. LE PRÉSIDENT : C'est tout ce que la chambre demande.

La chambre prononce le renvoi à l'unanimité.

Il est cinq heures, la séance est levée.

Chambre des Députés.

Séance du 17 mai. — PRÉSIDENCE DE M. DUPIN.

Discussion du rapport général du budget des dépenses. MM. Audry de Puyraveau, Muret de Bort, Salvette, Petou, Chapuis-Montlaville, Duchesne, Lacave-Laplagne et Auguis. — Clôture de la discussion générale.

A une heure et demie le président prend place au fauteuil.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Il n'y a pas à deux heures cinquante députés présents.

M. LE PRÉSIDENT : L'ordre du jour est la discussion du rapport général du budget des dépenses. La parole est à M. Audry de Puyraveau contre le projet.

M. AUDRY DE PUYRAVEAU : En prenant la parole contre le budget soumis à votre contrôle, je dois rechercher d'abord quelles sont les causes de cette énormité de dépenses toujours croissantes ?

Il y a déjà six ans que la révolution de juillet est passée, elle devait détruire tous les abus, corriger nos lois, abattre le monopole, les privilèges et diminuer les dépenses ; elle devait régénérer la patrie en la délivrant de l'influence étrangère et de traités humiliants ; traités imposés par la trahison de ceux qui, depuis 40 ans, assistent à la chute et à la naissance de tous les gouvernements qui se sont si rapidement succédés.

Rien n'a été changé cependant, si ce n'est que nos codes ont été bouleversés, augmentés de lois exceptionnelles, lois qu'une administration maladroite a cru nécessaires au maintien d'un pouvoir qui n'a pas su s'appuyer sur l'opinion publique, cette expression de tous les intérêts, seule force de tous les états, en dehors de laquelle il n'y a rien de stable.

A quoi donc ont servi tant de sacrifices, où tant de familles sont restées veuves, ou tant de fortunes ont été bouleversées et anéanties ?

Ils ont servi à satisfaire des ambitions restées stationnaires pendant la restauration ; ils ont servi à augmenter la fortune du riche de la dépouille du pauvre. Aussi voit-on toujours l'horrible misère à côté du luxe le plus effréné ; les uns jouissent de toutes les superfluités de la vie, à côté des privations les plus absolues ; et c'est pourtant à cette misère, au nécessaire de celui qui par son travail produit toute la richesse publique, à qui l'on fait supporter les charges de l'état, comme s'il n'était passé sur cette terre de douleurs pour lui, que pour connaître toutes ces souffrances ?

Après cette révolution saluée par l'espérance des peuples et l'effroi de la tyrannie, les hommes du lendemain se sont retrouvés, le danger étant passé ! Ces hommes, exercés depuis 80 dans les intrigues, ayant servi et déserté tous les drapeaux, habiles dans l'art de tromper le peuple, lui firent de belles promesses ; il se fia à eux malgré son droit de tout exiger. Eh bien ! comment se sont-elles réalisées ces promesses ?

Au lieu de réforme, on pactise avec le despotisme, on rassure la sainte-alliance, on lui sacrifie les peuples amis, et la Pologne n'existe plus ! On menace ceux qui sympathisent avec la France, on fait des traités en apparence pour eux, mais contre eux ; on intervient, non pour la révolution, mais pour la contre-révolution, si ce n'est ouvertement par la force, du moins par la ruse.

L'orateur, passant en revue les actes du gouvernement depuis sept ans, déclare qu'on avait promis à la France des lois municipales, et qu'on lui a imposé des lois qu'on peut appeler anti-municipales et anti-nationales. On avait promis, dit-il, des écoles gratuites, on a organisé un système d'instruction, dont le résultat nécessaire, inévitable, est le monopole entre les mains du gouvernement et l'obstacle le plus insurmontable à la civilisation.

Quant aux améliorations, dit l'orateur, elles sont en sens inverse des intérêts du pays. Sous prétexte de protéger les colonies, on établit un impôt vexatoire et inique sur une industrie à peine naissante et qui nous promettrait, dans le cas où une guerre maritime aurait lieu, de suffire à nos besoins. Ne vaudrait-il pas mieux, au lieu d'augmenter sans cesse les charges du peuple, au lieu d'établir des impôts vexatoires, introduire des réformes dans les services publics ; diminuer les impôts, supprimer les impôts indirects qui pèsent si durement sur les classes pauvres ? Ne vaudrait-il pas mieux changer un système de douanes qui, loin de protéger notre industrie, ne sert qu'à multiplier la fraude au grand détriment de nos intérêts ?

Ne valait-il pas mieux diminuer l'armée dont l'état est si disproportionné avec les besoins de la paix ? Ne valait-il pas beaucoup mieux supprimer le budget d'un clergé, qui jusqu'à ce jour s'est montré si hostile à vos institutions ?

L'orateur se plaint que le peuple soit privé de tous les droits politiques,

musicale imitée des charges de Dantan. GRANDE FANTAISIE pour le piano, dédiée à M. S. THALBERG, par un ex-pianiste de S. M. L'EMPEREUR DE MAROC, se vend au profit intellectuel des amateurs de musique. Le tout orné de la caricature de Thalberg, et de toutes sortes d'instruments de musique comme accompagnement. Le thème est : AH ! VOUS DIRAI-JE MAMAN, furieusement varié et merveilleusement tourmenté par des gammes à perte de vue, et des arpèges à perte d'oreilles. La parodie paraît assez bonne, si elle n'était de la seule personne qui n'eût pas le droit de l'imaginer. Ce qui, de la part d'un indifférent, n'aurait été qu'une plaisanterie inoffensive et amusante, avec le nom de l'auteur devient une méchanceté intéressée et de mauvais goût ; car vous saurez que l'ex-pianiste de S. M. l'empereur de Maroc, n'est autre que l'ex-petit Liszt. En vérité, M. Liszt est bien humble ; il avait assez de talent pour se permettre une plus généreuse rivalité.

De tous temps les esprits supérieurs ont fait l'apologie de la difficulté, depuis cette sentence : A vaincre sans péril, on triomphe sans gloire, jusqu'à ce mot de Mme de Staël : pour le génie, les barrières sont des appuis, et cet autre mot de l'empereur : On ne s'appuie que sur ce qui résiste ; sans compter cette parole sublime : Celui qui n'a point souffert que sait-il ? toute ame qui pense, qui imagine, qui travaille, qui crée, a reconnu la fertilité de l'obstacle, la fécondité de la souffrance, a rendu hommage aux inspirations de la difficulté. Certes, pour nous servir d'un exemple qu'on ne saurait combattre, la rime, cette petite barrière des grandes idées, la rime a inspiré plus de poètes qu'elle n'en a contrarié, et plus d'une fois le premier vers, né de la pensée, a été sacrifié au second vers né du hasard. L'obstacle est poète, la difficulté est mère de toutes les grandes découvertes. Les affreux périls enfantent les moyens sublimes, les plus belles actions naissent du désespoir, et si l'on a eu raison de dire : « Les extrémités se touchent, »

comme si les intérêts du pauvre n'étaient pas aussi sacrés que ceux du riche.

Au lieu de gouverner par la force et l'intrigue, dit M. de Puyraveau, n'aurait-il pas mieux valu s'appuyer sur le peuple, suivre un système de conciliation et de douceur, afin d'éviter qu'à l'avenir de nouvelles révolutions ne viennent troubler l'ordre social. Si l'on y pense bien, les privilèges détruits ne peuvent se réhabiliter, c'est rêver que de prétendre faire revivre le passé : on ne parvient jamais à faire reculer la civilisation, on ne la tente jamais impunément.

Je vote contre le budget.

M. MURET DE BORT a la parole pour le projet. Il commence par dire qu'à compter de 1835, le chiffre de la recette a dépassé la dépense; mais que cette année il n'en sera pas ainsi, il y aura insuffisance. En effet, dit-il, le ministre des finances, dans son exposé des motifs, a indiqué ses embarras financiers qui, dès lors, réagissent sur le crédit public, mais d'une manière passagère, tandis qu'au contraire, dans l'industrie, ils causent déjà l'ébranlement financier qui s'agit encore aujourd'hui. Dans les villes manufacturières, il y a une souffrance générale commune aux chefs d'ateliers et aux ouvriers; d'un autre côté, l'insécurité de la saison a causé de grandes pertes à l'agriculture, de sorte que l'état de nos recettes sera, sinon rétrograde, du moins stationnaire; les ministres devront donc faire leurs efforts pour maintenir, dans les dépenses, la plus sévère économie.

Quel sera le terme à ce malaise commercial, je ne veux pas me servir du mot crise commerciale, car à mon avis il n'y a pas crise, mais embarras. C'est là une question grave et qui mérite l'attention, et je crois que la chambre s'y arrêtera.

Les embarras pourraient se prolonger encore longtemps, bien qu'il n'y ait pas, comme je l'ai dit, de crise; il n'y a qu'un déplacement, un engorgement de capitaux.

Je voudrais, pour 1837, pouvoir promettre au pays un inventaire, comme celui de 1836; mais il y aurait une erreur, ce serait le tromper. Les états de recettes du premier trimestre en sont la preuve.

L'orateur rappelle à la chambre que les crises financières se reproduisent à des intervalles à peu près égaux; il cite à cet égard ce qui s'est passé en France, en Angleterre et en Amérique, depuis quinze ans. Il est vrai, dit M. Muret de Bort, que les journaux ont pris soin en France d'accuser les doctrines d'être la cause de ces crises réitérées; les journaux américains et anglais ont oublié de nous dire s'il y a dans ces pays des doctrines pour amener des crises commerciales. (Hilarité.)

L'orateur recherche quelles ont été les causes de la crise, et il pense que ce sont les entreprises folles des spéculateurs, et non la trop grande production, qui l'ont amenée.

L'honorable orateur traitant la question des chemins de fer, ne nie pas leur utilité; mais il craint que les spéculateurs qui soumissionnent ces grandes entreprises, n'aient pas pour but de les faire arriver à fin, mais de spéculer sur les actions en les vendant aussitôt après l'adjudication de l'entreprise. C'est alors qu'il y aurait une véritable crise. L'orateur livre au gouvernement le soin de méditer sur ce danger.

Après avoir mis sous les yeux de la chambre ce qui s'est passé en Amérique, M. Muret de Bort se demande s'il y a un remède au mal, et il le trouve en grande partie dans la loi sur les travaux publics votée dernièrement.

Il faut, dit-il, que le ministre du commerce se hâte de mettre cette loi à exécution, et lorsque les routes et les canaux permettront de réduire les frais de transport, et de rapprocher les matières premières, sa fabrication recommencera et les crises seront à peu près éloignées.

Je demanderais, dit en terminant l'orateur, la permission d'insister sur une question grave. Sur beaucoup de places il y a des banques de circulation, de toutes parts on en veut établir, et je vois qu'il ne se passera pas longtemps avant qu'on ne soit entré complètement dans cette voie; quant à moi, je dois déclarer que le gouvernement doit être fort sobre d'autorisations de ce genre, afin d'éviter les malheurs que ce système a fait peser sur l'Angleterre. (Très bien.)

M. LE PRÉSIDENT : M. le maréchal Clauzel demande un congé motivé sur l'état de sa santé.

Le congé est accordé.

M. SALVERTE déclare qu'il se propose d'examiner longuement le budget, sous le seul rapport financier; il laissera à ses collègues le soin de traiter les questions politiques qui s'y rattachent.

Après cette déclaration, l'orateur annonce qu'il s'est convaincu que les prévisions du budget de 1837 ont été calculées sur des bases fausses, ainsi que le prouvent les chiffres des recettes du premier trimestre.

Chaque année le budget augmente et chaque année d'énormes crédits supplémentaires viennent encore le grossir. Le budget de 1838 est encore supérieur en dépenses à celui de 1837; c'est un fait incontestable, signalé par la commission.

L'honorable député croit qu'il serait temps d'imiter l'Angleterre, qui consacre ses excédants de recettes à la diminution des impôts.

Passant à la critique des divers articles du budget, l'orateur signale l'augmentation du traitement des conseillers de la cour de cassation, reporté de 12,000 fr. à 15,000, et il s'élève fortement contre le motif donné de cette augmentation. Il ne pense pas, avec l'auteur de l'exposé des motifs du budget, que l'argent soit nécessaire à la considération et à la dignité des magistrats. C'est un mauvais moyen de moralisation que de répéter à chaque instant que la dignité tient au plus ou moins d'argent.

Le chapitre relatif à l'administration centrale des forêts est aussi l'objet de la critique de M. Salverte : on demande pour le personnel de cette administration une augmentation de 110,000 fr., parce qu'elle est de toutes les administrations la plus mal rétribuée, il voit dans ces expressions la volonté de réclamer successivement en faveur de tous les employés qu'on déclare mal rétribués. C'est, dit-il, un penchant irrésistible que je remarque depuis que j'examine les budgets, que cette tendance à augmenter le personnel et les traitements des employés, tandis que l'on pourrait facilement diminuer, si non les traitements, du moins un personnel trop nombreux pour les besoins des services publics.

L'orateur continue au milieu du bruit à exposer ses vues pour diminuer les charges du budget, elles consistent à diminuer les employés, opérer la conversion des rentes, réduire l'armée, et à ne pas entreprendre ces travaux au-delà des recettes.

Il termine en engageant la chambre à réfléchir que la voie dans laquelle on s'engage peut conduire à la banqueroute.

M. PETOU lit, au milieu du bruit des conversations, un discours dans lequel il réclame la diminution des charges publiques, tout en votant pour le budget.

M. CHAPUIS-MONTVILLE réclame de la prudence dans les votes financiers, afin de ne pas compromettre l'avenir du pays. Après avoir demandé la

réduction de l'armée, des économies dans la marine, l'émancipation de nos colonies qui sont, dit-il, une charge, pour la France, et blâmé le système guerroyant suivi en Afrique, il vote contre le projet de budget.

M. DUCHESNE voudrait qu'il y eût un budget séparé pour chaque ministère, qui fût discuté et voté séparément; alors le vote serait l'expression de la volonté de la chambre; on ne serait pas préoccupé de la nécessité de voter le budget en entier, lorsqu'il y a des ministères que l'on ne peut admettre. Il faudrait seulement que les voies et moyens fussent présentés en même temps.

Il est bien entendu qu'il faudrait renoncer à un rapport d'ensemble et à une discussion générale. Cette discussion générale, d'ailleurs, ne serait pas regardée comme une grande perte par la chambre qui, je crois, la voit comme une espèce de hors-d'œuvre.

L'orateur expose longuement son système qui, suivant lui, simplifierait considérablement les travaux de la chambre, et permettrait de donner un vote éclairé.

M. LACAVE-LAPLAGNE, ministre des finances : Dans la proposition de M. Duchesne, il pourrait y avoir des avantages; mais il y aurait encore plus d'inconvénients. L'honorable préopinant suppose que la discussion irait plus vite, et que le budget serait examiné avec un soin plus sérieux.

Je pense que, soit que le budget se compose de lois spéciales, ou d'un seul projet, les inconvénients seront les mêmes; en effet, si comme l'a dit M. Duchesne, les divers budgets pouvaient être tous discutés avec un soin égal, cela serait fort bien; mais ceux qui arriveraient les derniers seraient discutés également à la fin de la session, comme le budget dans le système actuel. Si le mode proposé pouvait donner à la chambre des pairs l'importance que la charte lui attribue dans le vote des lois, il faudrait l'adopter; mais elle est insuffisante; car si un pair pouvait amender un budget, il en serait qu'il ne pourrait être amendé, à cause de l'époque avancée de la session; ainsi le système présenté ne peut être utile.

La chambre doit, dans une telle question, songer à la position du ministère des finances en matière de budget; tous les ministres ont une tendance naturelle à augmenter la dépense; mais le rôle du ministre des finances est tout au contraire de restreindre la dépense dans les limites des moyens des contribuables. Son rôle c'est la résistance, et la proposition de M. Duchesne affaiblirait ce rôle.

Un autre motif, c'est que si vous présentez des lois spéciales, on nommera des hommes spéciaux pour commissaires; ils examineront le projet en lui-même, sans s'inquiéter de l'ensemble du budget, et ils seront disposés à augmenter les dépenses.

Le résultat le plus clair de la proposition serait le rejet possible d'un budget, et je vous laisse à méditer ce qui arriverait si le budget de la justice, par exemple, était rejeté.

M. AUGUS combat le projet de loi, il s'élève contre les crédits supplémentaires qui chaque jour grossissent le budget, de telle sorte que pour 1837 on avait annoncé un excédant de 14 millions, tandis qu'au contraire on se trouvera en déficit de plus de 30 millions. L'orateur établit qu'il en sera de même en 1838, et qu'il est temps de faire des économies, si l'on ne veut pas compromettre le crédit public, au moment où l'on pourrait avoir besoin de faire des emprunts.

La discussion générale est fermée.

Il est 5 heures et demie.

La séance est levée.

Ordre du jour du jeudi 18 mai.

A une heure, séance publique.

Suite de la discussion du rapport général du budget.

Discussion du budget de la justice et des cultes; — des affaires étrangères; discussion du projet de loi sur les attributions municipales; — sur les poids et mesures; discussion du budget de la marine.

Tribunaux.

La cour de cassation (chambre criminelle) a décidé, le 22 avril dernier, qu'un instituteur exerçant sans brevet de capacité, avec l'autorisation de la commune, ne peut être renvoyé des poursuites dirigées contre lui par le ministère public, par le motif qu'il aurait été de bonne foi, et que la bonne foi est exclusive de tout délit. (Art. 4 et 16 de la loi du 28 juin 1835, sur l'instruction primaire.) La cour a cassé un arrêt de la cour royale de Colmar, qui avait admis l'excuse de la bonne foi.

— A la dernière session des assises de Middlesex, se présentait un sieur Thomas Saverland, célibataire entre deux âges; il poursuivait une jeune et jolie petite blonde, Caroline Newton, et la plus simple inspection de son visage, indiquait la nature de sa plainte en même temps qu'elle en prouvait la sincérité.

M. le président. — De quoi vous plaignez-vous?

— Parbleu! c'est évident, je pense, je me plains de mon nez, ou pour parler plus exactement, du bout de mon nez, que la prévenue m'a mangé méchamment et de propos délibéré.

— Voyons, ceci paraît un cas peu ordinaire... expliquez-vous.

— Voici le fait, le lendemain de Noël, je me trouvais dans un cabaret à bière où je rencontrai la prévenue et sa sœur. Cette dernière dit en riant que son mari était à Birmingham, et qu'elle lui avait juré de ne se laisser embrasser par aucun homme jusqu'à son retour. Je pris cela pour un défi et je l'embrassai, d'autant plus volontiers que c'était jour de fête. En femme d'esprit, elle n'en fit que rire; mais sa sœur eut l'air de se fâcher. Parbleu! ma petite mère, lui dis-je, puisque vous vous fâchez, il faut que je vous embrasse aussi. Je voulus réaliser ma menace, ou ma promesse, comme vous voudrez, elle me donna d'abord un vigoureux soufflet. Il s'ensuivit une lutte, nous roulâmes tous les deux sur le tapis. C'est alors qu'elle me mordit et m'emporta une portion notable du nez; Je laisse à MM. les jurés à évaluer en argent la perte que j'ai éprouvée; je les priai d'observer qu'il m'en manque plus du tiers, et que cette circonstance m'a fait manquer un mariage qui était fort avancé.

M. le président. — A votre tour, prévenue, qu'avez-vous à dire?

— J'ai à dire qu'il n'a que ce qu'il mérite; qu'avait-il besoin d'embrasser, ce vieux singe, deux femmes honnêtes et mariées? Je lui ai dit : laissez-moi tranquille; si je voulais me faire embrasser, j'ai un mari plus jeune et plus gentil que vous. Je l'avais, outre cela, averti d'un bon soufflet; il n'en a tenu compte; il n'a que ce qu'il mérite, et si toutes les jeunes femmes faisaient comme moi, leurs maris dormiraient plus tranquilles. Du

reste, je n'ai fait que lui mordre le bout de son nez; je ne l'ai pas mangé, je vous jure... je suis israélite....

Après une minute de délibération, le jury déclare l'accusée non coupable.

M. le président. — Mon pauvre M. Saverland, je suis encore obligé de vous condamner aux frais. Que voulez-vous? quand on joue avec les chats, on doit s'attendre à être égratigné.

Faits divers. - Accidents. - Sinistres.

L'essai spontané qui a été fait par les habitants de Calais, à l'entrée de leur port, hâtera sans doute la construction de l'écluse de chasse et le prolongement des jetées. En attendant, on termine l'écluse à Sas, et bientôt seront discutés par les chambres les projets de travaux aux canaux de Calais et de construction du bassin à flot. Viennent le chemin de fer, et Calais jouira enfin de tous les avantages commerciaux que son heureuse position maritime lui méritait.

Mais la ville de Calais, si renommée par l'élégance et le confortable de ses hôtels, ne s'arrête pas à ces progrès. Elle ne se contente plus d'offrir la plus courte traversée de la Manche, elle veut retenir les voyageurs. Pour cela, tout est mis en usage par le zèle de l'administration municipale et l'activité intelligente de ses habitants.

Les portes de la ville, ouvertes toute la nuit aussi bien pour les voitures que pour les piétons, vont être plantées et ornées de balustrades élégantes dans le genre du cours Berthois, tant admiré des étrangers. A une bibliothèque publique déjà fort ancienne est venu se joindre un musée, qui s'est doublé en moins de six mois par les dons de tous, étrangers et nationaux.

En possession d'un spectacle sédentaire depuis plus de soixante ans sans interruption, il manquait à Calais une salle de concerts. Il vient d'en être construit une en rotonde élégante et spacieuse.

Enfin s'élève sur la dune ouest du port un établissement de bains de mer dans la plus heureuse position qui ait jamais été offerte à ces sortes d'entreprises; aussi doute-t-on si peu de son succès, que ce sont de tous côtés constructions nouvelles, réparations intérieures, ameublements nouveaux, pour bien recevoir les baigneurs.

Sciences. - Littérature. - Beaux-Arts.

On voit en ce moment dans l'atelier de M. Jacquot, l'un de nos habiles sculpteurs, une statue en marbre du roi, destinée à orner l'une des grandes pièces qui précèdent la chambre des députés. Cet ouvrage, qui n'a pu être terminé pour l'exposition, sera placé à la chambre après la session. Cet ouvrage fait grand honneur au talent de M. Jacquot.

Biographie. --- Nécrologie.

M. Carles, professeur de procédure civile à la Faculté de droit de Toulouse, est mort dans cette ville, à l'âge de 74 ans. Il était entré dans la carrière de l'enseignement après avoir longtemps exercé la profession d'avocat. L'étendue de ses connaissances et sa grande aptitude pour les affaires l'avaient fait distinguer à une époque où le barreau de Toulouse comptait plusieurs jurisconsultes d'un mérite éminent.

Bourse du 17 Mai.

La spéculation, sur les fonds français, a été complètement nulle; les fonds espagnols et portugais ont seuls éprouvé quelques variations, et semblent tendre vers la hausse.

Après la Bourse, 79 10 à 12 1/2.

Il s'est négocié des actions du chemin de fer de Montpellier, à 575; celles de Neufon, Sèvres et Versailles ont flotté de 575 à 580. Elles restent à 577 50.

FONDS PUBLICS.	Prém. cours.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.	Cours d'hier
5 0/0 j. 22 ^e comp.	107 54	108 ..	107 95	108 ..	107 90
Fin courant.....	108 05	108 05	108 ..	108 05	108 05
Prime fin courant.....	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
Prime fin prochain.....	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
3 0/0 j. du 22 d. c. ..	79 05	79 05	79 ..	79 ..	79 05
Fin courant.....	79 10	79 15	79 05	79 10	79 10
Prime fin courant.....	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
Prime fin prochain.....	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
FONDS ÉTRANGERS.					
NAPLES, 5 0/0 j. de j.	99 55	99 60	99 55	99 55	99 55
Fin courant.....	99 70	99 70	99 65	99 65	99 65
ESPAÑE, Cortés ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— Dette passive, 3 1/8 ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— Dette active, 36 1/4 ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— Coup. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— Anciens différés, 7 1/8 ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— Nouveaux différés, 9 1/4 ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
PIÉMONT, 4 0/0 avec prime, 1055 ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
HAÏTI, ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
ÉTATS ROMAINS, Oblig. 1832, 101 5/8 ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
HOLLANDE, .. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
REPORT du comptant à la fin du mois.					
5 0/0 ..	10 ..	10 ..	10 ..	10 ..	10 ..
3 0/0 ..	10 65	10 65	10 65	10 65	10 65
Naples ..	10 ..	10 ..	10 ..	10 ..	10 ..
FONDS ANGLAIS — Londres, 15 Mai.					
CONSOLIDÉS p. c/ ouverts, à 91 1/8 ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— p. c/ fermés, à 91 1/8 ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
FONDS ESPAGNOLS, actifs, 22 1/2 3/4 ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
FONDS ESPAGNOLS, passifs, ..					
— Différée, ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
PORTUGAIS nouveaux, ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..
— 3 0/0 ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..	.. ..

TORTONI, 10 heures du soir.

Pas d'affaires.

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, ÉMILE DE GIRARDIN.

Paris, Imprimerie de BÉTHUNE et PLOX, rue de Vaugirard, 56.

c'est que bien souvent le bonheur nous vient du malheur, et la fortune d'un revers.

Tout ceci veut dire que dans la situation affreuse où nous sommes, continuellement menacé par cette avalanche de romans, que nul soleil ne fait fondre, et qui se grossit chaque jour, nous avons trouvé un moyen ingénieux de nous tirer d'affaire, le voici : Dire du mal de tous les romans que l'on nous envoie, et vanter passionnément tous ceux qu'on ne nous enverra pas. Ce dernier moyen surtout nous paraît singulièrement habile et profondément machiavélique; mais nous le disons tout-à-l'heure, les grands obstacles inspirent les grandes idées aux plus petits esprits. Cependant ce n'était rien encore; pour médire il faut connaître, et pour connaître il fallait lire, et là était la grande difficulté. Lire quarante volumes de voyages et de romans! Il n'y a pas de somnambule capable d'un pareil prodige dans le travail de ses nuits. Lire tout cela était donc impossible; mais alors comment juger un livre sans l'avoir lu? Suivez-nous bien, ici commence l'idée sublime. Comment juger un livre sans l'avoir lu? mais d'abord comment juger s'il le faut lire. Ah! déjà l'horizon s'obscurcit; il est des signes certains auxquels on reconnaît un auteur de bonne race, chaque esprit a son parfum qui le trahit, et le parfum d'un auteur, c'est son style; or, dans trois phrases, le style d'un auteur s'est révélé, oui, trois phrases doivent nous suffire. Trois phrases, prises au hasard dans le livre, et votre roman est jugé. On le pose sur une table à sa droite, s'il mérite d'être lu tout entier; on le jette à sa gauche avec dédain, s'il est indigne de vos regards, et l'on passe à un autre. Voilà l'expédient que nous avons trouvé, et jusqu'à présent il nous a bien réussi; mais nous y mettons de la conscience; car il nous arrive souvent d'être repoussé à la première phrase, nous serions tenté d'en finir tout de suite avec l'ouvrage, et nous aurions tort; la seconde idée nous réconcilie avec la première, et, plus d'une fois nous avons été ré-

compensé de notre persévérance. Ainsi, en ouvrant un livre dont nous avons déjà parlé, nous étions tombé sur ces mots :

« Ma chère amie, vous avez chaud; il faudrait que vous busiez un verre d'eau. » Ce busiez nous avait épouvanté; nous ne voulions pas continuer l'épreuve; mais plus loin, nous avons trouvé d'autres phrases plus heureuses, des mots fins, spirituels, et nous avons lu tout le livre avec plaisir.

Un autre jour, en ouvrant un roman, dont nous taisons le titre pour plus d'un motif, nous avons lu ceci :

Première phrase : *La jeune fille se plaisait, pour ainsi dire, à jouer avec les franges de ses sentiments.*

Ce début était cruel.

Deuxième phrase : *Son âme tendre en était encore à la première cueillette des impressions.*

Ceci était par trop élégant; nous n'avons pas eu le courage d'aller jusqu'à la troisième phrase, et nous dirons avec le Dante :

Quel giorno non legemmo più avanti.

Poète, pardonne-nous ce blasphème!...

Le lendemain nous avons été plus heureux. Un roman nouveau, appelé VANITÉ ou l'Amour dans un salon, est tombé sous notre main. Le premier chapitre commence ainsi : « Ce fut le 29 mars 1825, entre une heure et deux heures de l'après-midi, que la comtesse de Termes fut certaine de ne plus aimer le comte de Termes. »

Il est impossible de ne pas continuer un roman qui commence ainsi.

Troisième phrase : Dans le monde un homme ne perd point une femme; un homme rencontre une femme prête à se perdre, et il ne lui reste qu'à remercier le hasard qui la lui fait apercevoir et deviner le premier. »

Après cette réflexion, qui nous a paru juste et spirituelle, nous n'avons pas cherché la troisième phrase; nous avons lu tout le roman. Le nom de HENRY SPIEGEL est sans doute un faux nom. N'importe, ce roman respire l'élégance, et prouve une connaissance approfondie du monde le plus fashionable. Excepté une scène de coiffeur qui nous a déplu, cette lecture ne nous a laissé que d'agréables souvenirs. Mais quoi, nous voilà faisant l'éloge d'un des quarante volumes qu'on nous a envoyés! Quelle erreur! C'est de ceux qu'on ne nous donne pas qu'il nous faut parler; Disons donc que rien n'est plus amusant que les deux derniers volumes des *Impressions de Voyage*, d'Alexandre Dumas, et remercions-le de la délicatesse avec laquelle il ne nous les a pas offerts; disons aussi que rien n'est plus à la mode que la CAPE et l'ÉPÉE, par Roger de Beauvoir. Ces vers cavaliers sentent le cigare et le tabac d'Espagne d'une lieue. Par San Yago, qu'ils sont jolis! mais malheureusement ils ne sont pas citables dans un feuilleton qui se respecte; l'auteur nous pardonnera donc, ne pouvant faire valoir ses vers, de citer ceux qu'il inspire. Voici en deux mots le portrait de son nouveau talent, fait par un de nos amis :

Ce poète dandy, ce Byron de boudoir,
C'est Alfred de Musset, avec des cheveux noirs!

Enfin, pour dernier et brillant éloge, nous vous dirons que rien n'est plus intéressant que *Mauprat*, roman nouveau de Georges Sand, que nous avons volé hier sur une table. Roman volé doit profiter.

Mais la grande nouvelle, c'est le retour de M. de Balzac et sa promesse de réparer sans retard les torts qu'il a envers les lecteurs de la Presse, impatient de connaître la Famille Nucingen et la Femme supérieure.

VICOMTE CHARLES DE LAMNAY.

Le 5e volume de l'Encyclopédie du XIXe siècle a paru depuis quelques jours. Cette grande et belle publication obtient un succès complet et mérité. Les trois premiers volumes renferment une foule d'articles remarquables, dus aux hommes les plus éminents de l'époque. Nous signalerons surtout Abelard, Ame, par M. l'abbé Receveur; Littérature allemande et anglaise, Phil. Charles; Altégoie, Ambition, J. Janin; moyen-Age, Granier de Cassagnac; Académie française, Guiraud de l'Académie; Amour, Anité, Laurence; All-mens, Edwards de l'Institut; Aliénation mentale, Esquirol; Alexandrie, Pa-risot et Matter; Alger, Rozet; Anagramme, Ch. Nodier; Amusements de l'es-prit, Léon Gozlan, etc., etc.

MEUBLES EN FER CREUX LAMINÉ.
Il est des choses dont on ne peut concevoir une juste idée sur le rapport

qu'on en fait, quelque soin qu'on prenne à les décrire, et qu'il faut absolu-ment voir pour en comprendre le travail l'élégance et le degré de perfection. Tels sont les produits vraiment admirables de la fabrique de M. Gandillot, rue Bellefond, 32. On visite ses vastes magasins, comme les ateliers de nos artis-tes; l'art et le bon goût s'y montrent dans tous les objets qui frappent les re-gards, et l'art de l'écrit qu'on y reçoit, donne le désir d'y revenir.
Nous qui avons parcouru avec autant d'intérêt que de curiosité cette im-mense fabrique, nous qui avons vu dans tous leurs détails les meubles de tous genres qui ne laissent à l'acheteur que l'embarras du choix, nous signalons les magasins de M. Gandillot aux citoyens qui aiment le luxe et la recherche dans les ameublements, ainsi qu'aux personnes qui, passant la belle saison à la cam-pagne, veulent garnir leurs appartements, leurs jardins, de meubles simples, élégants et solides; l'homme opulent, le modeste bourgeois trouveront égale-ment, rue Bellefond, tout ce qui peut orner la salle à manger, la chambre à

coucher, le boudoir et l'antichambre.
Nous devons le dire, nous sommes étonnés que le prochain mariage du prince royal n'ait pas offert l'occasion à S. A. R. le duc d'Orléans, de parer une des pièces de l'appartement de son illustre fiancée, des meubles que nous avons admirés. Jamais peut-être un lit plus magnifique n'est sorti de nos ate-liers, et cependant, malgré sa richesse, on pouvait, en connaissant d'avance sa destination, ajouter encore à l'éclat des ornements, des dorures, des pein-tures qui semblent transformer cette couche ravissante en un berceau de fleurs, tant le pinceau de l'artiste a montré le rival de la nature. Canapé, ta-ble, chaises, fauteuils, toilettes, jardinière, tout est peint avec le même talent, disposé avec le même goût.
Certes, c'était tout à la fois un riche cadeau et une agréable surprise; la reine de Naples aura tout cela, car elle est pour elle. Nous eussions préféré qu'il eût été pour la princesse Hélène de Mecklenbourg.

AU BUREAU, rue de Seine, 16. EN VENTE LE TROISIÈME VOLUME DE L' 50 VOLUMES IN-8 A 2 COLONNES. PLUS DE 2,500 GRAVURES DANS LE TEXTE.

ENCYCLOPÉDIE DU XIX^E SIÈCLE,

Répertoire universel des Sciences et des Arts, avec la Biographie des Hommes célèbres.

COMITÉ DE DIRECTION :
MM. le comte BENOIST, de l'Institut. DELAFOSSE, professeur à l'Ecole normale. EDWARDS, de l'Institut. MM. le marquis FORTIA D'URBAN, de l'Institut. GAULTIER DE CLAUERY, prof. à l'Ec. polytechn. HENNEQUIN, député. MM. LAURENTIE, ancien inspect. général des études. LIONVILLE, examinateur à l'Ecole polytechnique. PARISOT, secrét. perpét. de l'Acad. de médecine. MM. PÉCLET, professeur à l'Ecole normale. L'abbé RECHVET, prof. de théologie à la Sorbonne. Baron WALKENATH, de l'Institut.

LESSE DES PRINCIPAUX ARTICLES CONTENUS DANS LES PREMIERS VOLUMES.
ABOLITION, MM. le C. Beugnot, de l'Institut. ABEILLE, Audouin, du Jardin-des-Plantes. ABEILLARD, AME, l'abbé receveur. ABSENCE, Henne-quin. ABYSSINIE, MacCarthy. ACADÉMIE, Guiraud, de l'Académie. AÉROSTATS, Péclet. ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES, AMOUR, ANITÉ, Laurence. ACTEUR, de Pastoret. AFFUSION, le docteur Réca-mier. AFFUT, le général Bardin. AFRIQUE, d'Averac. AGE-MOYEN, Gran-ner de Cassagnac. AGRICULTURE, Iluerno de Pommeuse. AIGLE, ALE-NÈTE, Lesson. ALEXANDRIE, Parisot. ECOLE D'ALEXANDRIE, Matter.

ALGER, Roret. ALFIERI, ARIOSTE, Artaud, de l'Institut. ALCORAN, Reinoud, de l'Institut. ALIÉNATION MENTALE, Esquirol. ALIMENTS, ANIMAL, Edwards, de l'Institut. ALMANACH, AMIRAL, baron Ch. Dupin. AMANIS, Champollion-Figeac. AMÉRIQUE, ANTILLES, La Rensaudière. ALLEMAGNE, ANGLETERRE, Philartète Charles. AMUSEMENTS DE L'ES-PRIT, L. Gozlan. ANNÉE, ASTRONOMIE, de Pontécoulant. AMBOISE (le comte d'), Montmerqué. ANACHRONISME, Ch. Nodier. — Le 50^e volume paraîtra le 25 mai, et contiendra les articles ZOOLOGIE, par Geoffroy Saint-Hilaire. ZOROASTRE, Bonet, de la Société Asiatique. ZWINGLE, P. Da-mont, professeur d'histoire. ZODIAQUE, de Pontécoulant. ZOÏLE, J. Janin.

VOLTAIRE, Ad. Bossange. VAUVENARGUES, Sainte-Beuve. UNIVERSITÉ, Laurence.

L'ENCYCLOPÉDIE DU XIX^E SIÈCLE, imprimée sur très beaux carac-tères, avec le plus grand soin, contiendra en 50 volumes plus de matière que 200 volumes in-8 ordinaires, et présentera la substance de plus de 2,000 ou-vrages divers. 200 volumes ordinaires coûtent 1,800 francs. Les 50 volumes de l'Encyclopédie, contenant autant de matière ne coûteront que le cinquième de cette somme.

S'adresser à M. de Saint-Priest, et à M. le comte Melchior de Latour-d'Auvergne, rue de Seine, 10.

VICTOR MAGEN, Quai des Augustins, 21. L. HACHETTE, Rue Pierre-Sarrasin, 21. 4 volumes in-8. Prix : 24 fr.

UNE LECTURE PAR JOUR,

MOSAÏQUE LITTÉRAIRE, HISTORIQUE, MORALE ET RELIGIEUSE,
Composée de 365 pièces extraites des prosateurs français, anciens et modernes, et destinées, par la variété de leur style et de leurs matières, à servir de modèles de composition, de texte pour la conversation et l'improvisation, et de sujet de lecture pour chaque jour de l'année.
Avec des Notes biographiques, historiques, géographiques, philosophiques, littéraires et grammaticales.
PAR A. BONIFACE, INSTITUTEUR.

L'AUTEUR, Rue de Tournon, 33. Ornée de jolies vignettes gravées par THOMPSON.



COMPAGNIE DES SYRÈNES

Bateaux à vapeur entre Paris et Saint-Cloud. — Trajet en 20 minutes.

CAPITAL SOCIAL : 250,000 FR. — ACTIONS DE 250 FR.

Stationnement à Paris, quai Saint-Nicolas, vis-à-vis les guichets de la place du Carrousel.

Chaque actionnaire a droit : 1° A un intérêt annuel de 6 0/0, payable de six mois en six mois; 2° A un dividende proportionnel dans les bénéfices; 3° Et enfin à une part également proportionnelle dans tout l'actif social. Les actionnaires, propriétaires de 4 actions, auront droit à un passage gratuit tous les jours indistinctement. S'adresser, pour les renseignements et souscrire, à M^e MOBEL-DARLEUX, notaire, place Beaudoyer, 6; et à MM. MAINOT frères, banquiers, boulevard Saint-Martin, 17.

AUX PÈRES DE FAMILLE QUI ONT DES FONDS A PLACER.

Est-il possible qu'une Société Agricole-Foncière puisse assurer de rendre dans un intervalle de 15 à 20 ans, un Capital double ou même triple de celui qu'on aura placé ?

Ce problème est résolu affirmativement et d'une manière claire et précise dans un excellent Mémoire qui vient de paraître. Nous ne l'affaiblirons pas en en détachant quelques lambeaux; mais nous affirmons qu'on ne saurait le lire sans demeurer convaincu des sé-curités et des avantages qu'offre la Société dont émane l'écrit que nous annonçons. Il importe de ne pas le confondre avec toutes ces publications éphémères sans crédit comme sans garantie. Revêtu des suffrages les plus honorables, appuyé sur une suite de faits et de calculs à la portée de toutes les intelligences, ce Mémoire justifie ce qu'il annonce par des pièces authentiques. Que le père de famille qui désire assurer à ses en-fans un capital triple de celui qu'il aura placé, lise donc attentivement ce petit écrit, et nous osons assurer qu'il sera pleinement satisfait.

Ce Mémoire est adressé GRATUITEMENT à toutes les personnes qui, ayant des fonds à placer, en feront la demande en écrivant, SANS AFFRANCHIR SI ELLES LE DESIRENT, à M. DE VILLIERS, rue St-Louis-du-Marais, n. 42, à Paris.

SOUS LA BIENVEILLANCE DE LA REINE.

PENSION DE JEUNES DEMOISELLES, dirigée par Mme Dicu, à St-Denis, r. de la Boulangerie, 51, près Paris. Cet établissement, l'un des plus jolis de son genre de Paris, offre tous les avantages que l'on puisse désirer : les localités sont saines et favorables; dortoirs propres et parfaitement aérés; classes bien éclairées et ornées de papiers collés sur toile; vastes cours, grand jardin, bonne nourriture, surveillance active, soins continus, tels sont les titres qui recommandent cet établissement à la sollicitude des Parents. S'adresser, pour les renseignements, à la Directrice, boulevard St-Denis, n° 3, tous les vendredis de 1 heure à 4 heures.

EAUX MINÉRALES DE GRÉOUX (BASSES-ALPES).

L'établissement Thermal vient d'être considérablement augmenté et complètement restauré. On y a construit de vastes salons avec cabinet de lecture et salle de billard. L'administration a été renouvelée; elle s'efforcera de se rendre agréable au public. S'adresser, pour les renseignements et les prescriptions, à M. Malbert, régisseur, et pour la partie médicale, à M. DOUX, médecin-inspecteur. (Affranchir.)

2 FR. 25 ET 4 FR. 50. le Bacon, avec instruction.

ODONTO.

Cette préparation, employée en frictions sur les gencives, facilite la sortie des dents, prévient les convulsions, les engorgements des glandes du col, les aphtes, et autres accidents qui accompagnent la première dentition. Ce spécifique peut être employé avec sécurité par la mère et sans aucun danger pour l'enfant. (Dépôt dans les principales villes de France et de l'étranger.)

Annones Judiciaires

VENTE sur licitation entre majeurs, à l'audience du tribunal civil de première inst. de la Seine, séant au Palais-de-Justice, à Paris, une heure de relevée, du Beau DOMAINE de Vaucousses, situé dans la vallée d'Orge, commune de Longjumeau, arrond. de Corbeil, dép. de Seine-et-Oise, composé d'un château, parc, bois, prés, terres labourables, vignes, moulin, eaux vives, et autres circonstances et dépendances. L'adjudication préparatoire aura lieu le samedi 27 mai 1837. L'adjudication définitive le samedi 17 juin 1837. Ce beau domaine est d'un revenu net de plus de 10,000 fr. et sera vendus sur la mise à prix de 150,000 fr. S'adresser, pour les renseignements, à M^e Dabin, avoué poursuivant la vente, demeurant à Paris, rue Neuve-St-Augustin, n° 4, dépositaire du plan du domaine et des titres de propriété; 2° à M. Fousier, avoué coadjuteur, demeurant à Paris, r. de Cléry, n° 15; 3° à M^e Masson, avoué coadjuteur, demeurant à Paris, quai des Orfèvres, n° 43; 4° à M^e Hocmille, avoué coadjuteur, demeurant à Paris, rue Vile-Cousset, n° 4, place des Victoires; 5° à M^e Protin, notaire, demeurant à Paris, rue Jacob, n° 41; 6° à M^e Pionnié, notaire, à Epinay-sur-Orge.

A Vendre ou à Louer

A VENDRE. — Belle et bonne Voiture de Voyage en état de partir de suite. S'adresser rue de la Chaussée d'Antin, n° 15.

A VENDRE, ensemble ou séparément, 12 actions de 1000 fr., dans une entreprise ancienne, donnant de 10 à 12 pour 0/0. Le dividende des derniers six mois a été de 62 fr. 45 c. (13 1/2 pour 0/0 pour l'année.) Le semestre courant s'annonce encore mieux. S'adresser à M. VILLIERS, r. Neuve-des-Petits-Champs, n° 60.

A VENDRE à l'amiable, Grande maison très bien construite, et située Cour des Fontaines, 3, près le Palais-Royal. On pourra la voir tous les jours, de 10 à 5 heures jusqu'à une heure. S'adresser au concierge, et pour les conditions à M. Saint-Paul, avocat, rue Saint-Georges, 15.

A LOUER, EN TOUT OU EN PARTIE, UN BEL HOTEL,

Composé : 1° D'un très bel appartement, au rez-de-chaussée, avec jardin séparé, écurie, remise et dépendances. 2° D'un appartement semblable, au premier, également avec jardin séparé, écurie et remise. 3° De deux petits appartements au-dessus. S'adresser au Concierge, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 107.

Avis divers.

M. PELLATIER, notaire, à Orléans, a une commu-nication à donner à M. DE GORRY, qui, en 1809, habitait le château du Buison, commune de Nezières (Loiret), ou à ses héritiers.

AU HAVRE,

Pour la Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), le trois mâts neuf de 500 tonneaux, le Grand-Duquesne, capit. Olivier, partira le 1^{er} juin fixe. Sa destination offre des logements commodes aux Passagers. — S'adresser, au Havre, à MM. Queney et Brevet, et à Paris, à M. Queney, 11, rue Le Pelletier, ou à M. Barbey, rue de l'Ecliquier.

VILLA DES ENFANTS,

Rue St-Cloud, 17, à SÈRESNES. ÉTABLISSEMENT MODÈLE POUR L'ÉDUCATION DES ENFANTS DE 2 JOURS À 6 ANS.



PARVULI MATER ADUM

ALLAITEMENT, SOUVAGE, EXERCICES ALIMENTAIRES.

PRINCE DE LA PÉRIODE : 500 FR. PAR AN pour les Enfants qui marchent. S'adresser, pour plus amples renseignements, à l'établissement, et rue d'Alger, n° 14, à Paris.

PAPIER CHIMIQUE.

Ce médicament, prescrit par les médecins les plus distingués de Paris, réussit parfaitement dans les Rhumatismes, sciatique, goutte, maux de reins, brûlures, plaies, etc. C'est le meilleur remède pour les cors, oignons et ongles de pernix. Son usage dispense des saignées, vésicatoires, sangsues et autres moyens irritants. Fabrique et dépôt général, chez FAYARD, pharmacien, r. Montholon, 18, et chez BLAYN, pharmacien, r. du Marché-St-Honoré, 7. — 2 f. la feuille. Dépôts en province.

PROVISIONS POUR LA CAMPAGNE.

Le Magasin de la CARAVANE, rue Saint-Honoré, n° 233, offre, pour les articles d'épicerie et pâtes d'Italie, l'assortiment le plus complet. Toutes les marchandises sont garanties. — La vente se fait à prix fixe.

GOLS OUDINOT

POUR LA VILLE ET LA CAMPAGNE, SALES ST-SOÛLÈRE Place de la Bourse, 27.

PH^{ie} COLBERT

Premier établissement de la capitale pour le traitement des maladies secrètes, écoulements, nouveaux et anciens, rhumatismes, fleurs blanches, démangeaisons, taches et boutons à la peau. Consult. médicales gratuites, de 10 heures à 2 heures. Galerie Colbert; entrée particulière, rue Vivienne, n° 4.

DRAGEES DE CUBEËNE

Sans odeur ni arrière goût pour le traitement des maladies secrètes, écoulements, nouveaux et anciens, qu'elles arrêtent en peu de jours. Chez Lablondie, pharmacien, rue Bourbon-Villeneuve, 19, et à la pharmacie, place St-Michel, 18. — Prix : 2 fr.

AVIS AUX PERSONNES SOURDES.

Un habile mécanicien a inventé de fausses oreilles qui tiennent seules et rendent de suite à l'oreille toute sa fonction. Prix fixe : 20 fr. Le seul dépôt, en France, est à Paris, chez Mme M., Palais Royal, galerie de Valois, 173, au 1^{er}, à côté du café Valois. Envoi en province. (Affranchir.)

Consultations Gratuites

DU DOCTEUR CH. ALBERT, Médecin des Maladies Secrètes, Secrétaire du Gouvernement. Rue Montorgueil, 21.

Tous les jours, de 8 heures du matin à 5 h. du soir. Et par correspondance, en français, anglais, espagnol, italien, allemand et portugais. (Affranchir.)

Feuille de Commerce

PARIS, 17 mai.

	ESPRESSO 3/10.
Saintonge.	... .. 3
Loire.	... .. 3
La Rochelle.	... .. 3
Fin de féculle.	73 45 - 77 90 - 155 - 180 -
Provence.	... .. 150
Montpellier.	91 25 - - - - 187 50 -

LE HAVRE, 16 mai.

VENTES.

COTONS : 428 b. Louisiane de 66 à 80 c. acq. 401 * George c. 8, 75 à 94 12 * Mobile, en r. publique, 55 à 60. GOMME : 6 milliers Sénégal, 1 fr. POTASSE : 16 barils New-York, première sorte, 44 f. FANONS : 2 milliers du Sud, pêche américaine, 150 10 d^e d^e d^e d^e 140 65 d^e d^e d^e d^e 120 9 d^e d^e d^e d^e pêche française, 1 27 1/2 CARÉ : 512 sacs Itali en vente public. pour cause de non-usage, de 93 à 99 c. 500 d^e LAYR 1 17 1/2 55 d^e Havane en entrepôt 67 1/2 33 d^e d^e ord d^e 61 1/4 SUCRE : 480 b. Bourbon 92 f. 252 bjs brut 57 à 61 75. Coton dans la même position. Les fanons déchis-sent et nouent. Sucre brut mieux placé dans l'o-nion il y a peu de vendeurs de 60 f. 50 à 60 f. 75 la doune 4.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

ASSEMBLÉE DE CRÉANCIERS.

Du jeudi, 13 mai. Naquet, clôture, 3 h. — Taint-rier, syndicat, 1 h. — Javon, syndicat, 2 h. — Lau-bier, clôture, midi. — Fiochelle, clôture, midi. — Wansong, vérification, 11 h. — Boissière, concor-dat, midi. — Amanton, clôture, 3 h. — Diles Guéde, syndicat, midi. — Linger, syndicat, 2 h. — Baril, nouveau syndicat, midi.

SPECTACLES DU 18 MAI.

OPÉRA. Français. Julie, les Droits de la Femme. OPÉRA-COMIQUE. L'Ambassadrice, les Deux Reines. GYMNASE. Schumby, la Maitresse, Estelle. VARIÉTÉS. Les Anglaises, Paul et Jean, la Jarretière pas Chinoise. PALAIS-ROYAL. Comtesse, l'équipier, postillon. FORT-S. MARVIN. Eulalie Grauger, Vive le bishle, AMBIGU. La Marchand de chansons, l'Honneur de ma mère, Gasparde. GAITÉ. Cof Femme malheureuse, le Néfrectaire. FOLIES-DRANAY. Monjick, Bonardio, Micach, le Fen cinqu-olympique, Exercices d'équitation, les Massacres.